Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

05/11/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 304 du 05 novembre 2026.

ÉDITO

N'en déplaise à monsieur Macron et à tous les politiciens qui aimeraient bien tourner la page des luttes pour se consacrer à l'enfumage des travailleurs dans des débats présidentiels tournant autour de l'idée qu'il n'est possible -excepté pour les capitalistes- d'augmenter les salaires et répondre aux justes revendications de la jeunesse. Non, nous ne pouvons pas attendre et nous n'attendrons pas !

Depuis des semaines la vague de la contestation s'amplifie. Elle touche au cœur de la politique anti-sociale d'une classe bourgeoise capitaliste qui entend quoi qu'il en coûte maintenir le privilège d'exploiter autant qu'elle le peut les salariés quitte à dégrader leurs salaires, l'emploi, les services publics et cerise sur le cadeau nous conduire à la guerre ! De cela, ne veulent plus les millions de salariés et de jeunes qui relèvent la tête et se battent et sont visés par les matraques de la répression étatique.

Le 5 nous en faisons une étape importante certes, mais seulement une étape. L'objectif est donc d'amplifier encore le mouvement et de lui donner un caractère de plus en plus revendicatif contestant le cœur même de l'exploitation capitaliste.



350.000 à Paris, 1 million 600.000 dans toute fa France

Sommaire :

Luttes
- *5 novembre :*
- *Sorbonne Université (SU) : assemblée générale et appel à la grève*
- *SU Clignancourt des profs pas des flics !*
- *31 octobre : la lutte continue*
- *Les agents chauffagistes de la ville de Paris en grève*
- *Basic-Fit (Le Havre) : Répression contre un élu CGT*
- *Spéchim-Processing : grève pour l'ouverture de négociations*
- *Cession du pôle pétrochimique de Berre : les salariés alertent*

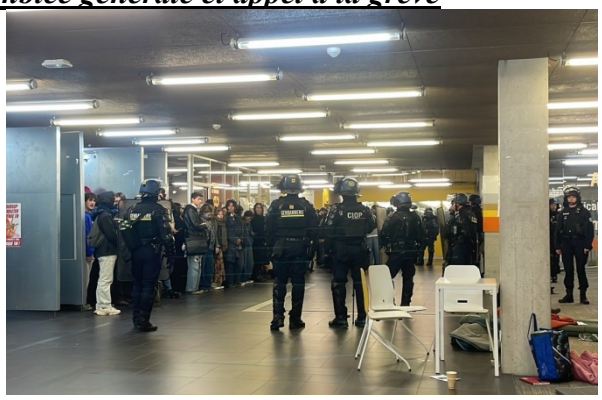
▪*Fermeture de l'AFPA de Montluçon*
▪*Chambre des métiers et de l'artisanat de Blois : grève pour les salaires*
▪*Randsad : projet de restructuration et droit sociaux*
▪*SFR : le 3 novembre grève massivement suivie*
▪*La CGT d'O-I Glass inquiète pour la survie du site de Vayres (Dordogne)*
▪*Perpignan : les salariés de l'enfance catalane en grève*
▪*Forges de Tarbes : débrayage pour réclamer le versement des salaires*
▪ *« Un trop-plein » : les salariés de Keolis du site d'Ayse en grève*
▪*Des perturbations sur le réseau Rubis de transports publics de Bourg-en-Bresse et de son agglomération*
▪*Un plan de restructuration en cours chez le fabricant de jouets français Smoby*
▪*L'entreprise Aubineau constructeur placée en liquidation judiciaire : 94 salariés concernés*
▪*Fermetures d'usines automobiles en France*
▪*Pavillon français au remorquage : la CGT appelle à la grève*

Dossiers ; Économie
▪*Le Dimanche n'est pas une rustine aux profits en berne*
▪*L'équipementier Schaeffer annonce la suppression de 3.460 emplois*
▪*Privatisation du réseau de bus en Île-de-France*
▪*Le patronat et les syndicats planchent sur les économies des arrêts maladie, accidents de travail et maladies professionnelles*
▪*Le profit record de Total*

International ; Solidarité internationaliste
▪*Grèce : grève générale en préparation*
▪*Le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne et la collision mortelle de deux trains à Los Yébenes*
▪*Californie : grève d'employés du secteur public*
▪*Malaisie : grève des papetiers de la BERT*
▪*Message de Mumia Abu-Jamal à la jeunesse en lutte*[1]
▪*Bangladesh : face à la colère des ouvriers du textile*

Luttes

5 novembre :
Sorbonne Université (SU) : assemblée générale et appel à la grève



Le mardi 3 novembre une assemblée générale a réuni plus de 400 participants. Le débat a porté sur les revendications et la poursuite de l'action. A l'unanimité la grève a été votée pour le 5 novembre et à être poursuivie le 6. La CGT de Sorbonne Université, pleinement engagée dans l'action a décidé de mettre en avant les revendications des personnels estimant que leur mise en mouvement est le meilleur moyen d'aider le mouvement étudiant confronté au même adversaire : un pouvoir entendant serrer la vis aux étudiants comme aux salariés.
Correspondance militante

SU Clignancourt des profs pas des flics !
Dans un fort contexte de révolte à travers le pays, les étudiants de Clignancourt ont décidé d'occuper le campus contre la dégradation des conditions d'étude et de vie et en soutien aux révoltés lycéennes. Nous avons pu occuper la fac une nuit entière et une autre journée soit au total 2 jours.
Alors que les étudiants tentaient le dialogue afin de faire entendre nos revendications, la présidence de Sorbonne université a envoyé plus de 100 policiers munis de matraques et de boucliers et 30 camions de gendarmerie. Lors

du délogement de la faculté, des témoignages de brutalité et d'agressions sur une partie des étudiant•es ont été recueillis. Les étudiants mobilisés de Clignancourt condamnent avec la plus grande fermeté cette répression des *chiens de garde* de l'état et appellent à poursuivre la mobilisation dès la réouverture du campus.
Correspondance militante

31 octobre : la lutte continue

Le 31 octobre s'est placé dans la continuité des marées humaines manifestant dans toute la France malgré les interdictions, les dispositifs répressifs inédits et les intimidations sécuritaires, plusieurs milliers de personnes défilent chaque samedi dans tout le pays. Cette offensive autoritaire ne suffira pas à stopper le mouvement. Les interdictions de manifester et de se rassembler, les couvre-feux et le déploiement exceptionnel de plus de 70 000 policiers, épaulés par le RAID, le GIGN, la BRI, les militaires de l'opération Sentinelle n'auront pas suffi à dissuader les manifestants de descendre dans la rue. Les manifestants ont envahi les rues témoignant de la détermination à faire front face à cette offensive de Macron et son gouvernement, soutenue par la droite et l'extrême droite. Les manifestants, la jeunesse revendiquent des moyens pour l'éducation, la santé, les services publics, contre la vie chère et l'austérité. Les succès de ces mobilisations constituent un revers pour le gouvernement.
Le gouvernement a dû lâcher quelques miettes aux lycéens, sa réponse est très insuffisante et complètement déconnectée des revendications. Où sont les 250 000 nouvelles places dans l'enseignement supérieur ? Où est la baisse du nombre d'élèves par classe, sans budget ? 1 milliard de prêts pour rénover les universités d'ici à 2031 ! A l'infernal 8h-18h le gouvernement propose 1h00 de pause le midi : une provocation! Parcoursup remplacé en 2028… Toutes les mesures sont programmées pour 2027, 2028, 2031 évitant de s'engager et tentant de berner le mouvement.

Les agents chauffagistes de la ville de Paris en grève

Ces agents s'occupent des chaufferies et de la ventilation des écoles, des crèches, des bibliothèques... de la Ville de Paris. Ils ont commencé une grève le 15 octobre pour l'augmentation de leur prime de technicité. Cette prime obtenue par la lutte n'a jamais été augmentée depuis 20 ans. En guise de répondre à leur juste revendication, la ville de Paris a mandaté un prestataire extérieur (Engie) afin de briser la grève. Cela coûtera 80.000 euros aux contribuables parisiens. Dans un communiqué[2], le syndicat CGT-SSCAAT Ville de Paris condamne l'attitude de la Ville de Paris refusant de répondre aux revendications des salariés et remettant en cause le droit de grève en utilisant des services privés comme briseur de grève. Une caisse de grève a été mise en place : https://www.leetchi.com/fr/c/

Basic-Fit (Le Havre) : Répression contre un élu CGT

A la veille des négociations NAO, un délégué syndical CGT fait face à une nouvelle procédure disciplinaire. C'est déjà la cinquième. Ce cas n'est ni isolé et ni le fait du hasard puisqu'un autre délégué à Bordeaux, élu au CSE, est également l'objet d'une même procédure. Au travers de ces menaces, le jeune syndicat CGT est visé empêchant la direction de faire la pluie et le beau temps. Le syndicat est d'autant plus visé qu'il est sur des positions de luttes pour la défense des intérêts des salariés de la boîte.

Spéchim-Processing : grève pour l'ouverture de négociations

Dans un communiqué du 30 octobre, la FNIC-CGT rapporte la grève entamée par les salariés de cette entreprise : « *Depuis trois jours, les salariés de l'entreprise Spéchim Processing, à Montluçon, sont en grève reconductible. Un mouvement décidé et reconduit à 100 % des salariés, qui témoigne de leur détermination à obtenir des réponses concrètes à leurs revendications.* » Au cœur du conflit, il y a les questions salariales, la revalorisation de la prime carburant, les droits des salariés au sujet des congés et les repos compensateurs. Les salariés exigent des négociations autour de ces revendications. L'UD-CGT de l'Allier et la FNIC-CGT apportent tout leur soutien aux grévistes.

Cession du pôle pétrochimique de Berre : les salariés alertent

Après la cession du pôle pétrochimique de Berre par LyondellBasell à Aequita, les salariés alertent sur l'avenir d'un site classé *Seveso haut*. Dans un communiqué commun[3] du 26 octobre, les syndicats CGT et CFE-CGC du site ainsi et la FNIC-CGT alertent sur les risques potentiels d'une telle cession : « *Depuis la cession en mai 2026 du site pétro-chimique de Berre-l'Étang par le groupe américain LyondellBasell au fonds d'investissement privé allemand AEQUITA, désormais exploité sous la marque Velogy, les représentants des salariés constatent une multiplication des mesures d'économies, des réorganisations et des projets de réduction d'activités. Ces décisions suscitent de fortes inquiétudes quant à l'avenir industriel du site, au maintien des emplois, à la préservation des compétences et aux moyens nécessaires à la maîtrise des risques industriels. »*

Fermeture de l'AFPA de Montluçon

Le 3 novembre, les salariés de l'AFPA de Montluçon ont manifesté contre la fermeture du centre de formation. Ce centre fait partie des trente centres menacés de fermeture avec à la clé 867 licenciements. Cette mesure va à l'encontre des possibilités de formation, soulignent les salariés avec la CGT, privant les salariés de possibilités d'emplois et les entreprises locales de salariés qualifiés.
A Nevers, et pour les mêmes raisons les salariés de l'AFPA se sont aussi mis en grève le 3 novembre.

Chambre des métiers et de l'artisanat de Blois : grève pour les salaires

Les salariés de cette chambre des métiers ont fait grève le 3 novembre revendiquant des hausses de salaires. Les syndicats dénoncent les salaires insuffisants et réclament une revalorisation du point d'indice pour les CMA. La dernière revalorisation remonte à juin 2023.

Randsad : projet de restructuration et droit sociaux

Randsad, entreprise d'interim avance un projet de restructuration celui-ci priverait 80.000 salariés de représentants des personnels. L'entreprise justifie cette réorganisation par un chiffre d'affaires en recul en 2025. La réorganisation verrait la disparition des CSE locaux et central entraînant la suppression de 300 mandats d'élus. La crainte ds salariés et de leurs organisations syndicales c'est la remise en cause des accords collectifs et la perte des avantages sociaux conquis. La CGT Randsad a publié en direction des salariés un guide des droits des intérimaires[4] . Elle s'oppose au plan de restructuration appelant les salariés à la vigilance quant à leurs droits et à leur contrat de travail.

SFR : le 3 novembre grève massivement suivie

Face au rachat de SFR et aux conséquences sociales de ce rachat, les salariés se sont mis en grève massivement le 3 novembre. Ils étaient près de 7.000 à se regrouper devant le siège de l'entreprise. Les syndicats demandent une politique de reclassement avec trois propositions de postes, une pour chaque opérateur. Ils demandent aussi une augmentation de l'indemnité en cas de départ. Les repreneurs de SFR, rappelons-le, engagent plus de 20 milliards d'euros dans la reprise de SFR. Les élus demandent aussi l'ouverture de négociations concernant l'avenir des salariés techniques d'ATS. Cette filiale dépend presque entièrement de SFR mais n'entre pas dans le périmètre prévu par le rachat. Si celui-ci se fait bien, les salariés se retrouveraient donc sans rien.

La CGT d'O-I Glass inquiète pour la survie du site de Vayres (Dordogne)

Alors qu'un redémarrage du four N° 2 était prévu en septembre, la production est toujours à l'arrêt. La CGT d'O-I Glass s'inquiète, comme les salariés de cette situation. L'inquiétude est d'autant plus grande qu'un comité d'entreprise européen doit se tenir le 17 novembre et qu'il a, à l'ordre du jour, la fermeture d'un site dans l'Europe du sud. Le groupe américain, rappelons-le a engagé en 2025 un plan de restructuration (*Fit to Win*) ayant vu la fermeture d'un premier four accompagné de dizaines de licenciements. Le deuxième four dont l'arrêt était programmé du 10 mars au 17 septembre est, quant à lui, toujours à l'arrêt. La non reprise du four signifierait la fin de l'entreprise à Vayres ayant pour conséquence des dizaines de nouveaux licenciements.

Perpignan : les salariés de l'enfance catalane en grève

Des salariés ont fait grève le 4 novembre et manifesté à Perpignan devant le siège de l'Enfance Catalane. Ils réclament des hausses de salaire et une meilleure prise en charge de leurs frais kilométriques. Une salariée raconte : « *Je touche 1.600 euros par mois et je perds environ 300 euros en carburant. Le mois dernier, j'ai été indemnisée à hauteur de 1,5 euro ! En fait, nos frais kilométriques ne sont pas pris en charge dès lors qu'il y a plus d'une heure d'intervalle entre nos prestations et ça arrive très souvent ! C'est une horreur ! J'en suis à 500 euros de réparations sur ma voiture. »* Ils ont décidé de rejoindre le mouvement du 5 novembre.

Forges de Tarbes : débrayage pour réclamer le versement des salaires

La situation devient de plus en plus difficile pour les salariés des Forges de Tarbes. Ce mercredi 4 novembre au matin, une partie des employés affectés à la production a décidé de cesser le travail. Un débrayage pour dénoncer une situation devenue intenable : les salaires du mois d'octobre n'ont toujours pas été intégralement versés. Parmi les 63 salariés de l'entreprise, certains n'ont reçu qu'une partie de leur rémunération, d'autres, pour l'heure, rien. Cette situation suscite une vive inquiétude chez les salariés.

« Un trop-plein » : les salariés de Keolis du site d'Ayse en grève

Une large majorité des salariés de Keolis s'est mobilisée les 2 et 3 novembre. Le mouvement a été particulièrement suivi, 2/3 des conducteurs du site dénonçant les conditions de travail et le matériel : bus vétustes

et inadaptés plannings et amplitude horaire avec des journées de travail s'étalant parfois sur 13 heures (de 4h30 à 21h40) et de longues coupures non rémunérées entre les services. Les salaires : une stagnation des rémunérations de plus en plus proches du SMIC, engendrant une pénurie chronique de personnel et un fort turn-over. La mobilisation a « porté ses fruits » ont estimé les grévistes : renouvellement du matériel de transport, ajustement du réseau, ouverture des négociations sur les salaires.

Des perturbations sur le réseau Rubis de transports publics de Bourg-en-Bresse et de son agglomération

Force Ouvrière, organisation majoritaire, a déposé un préavis de grève illimitée en faveur du pouvoir d'achat de l'amélioration des conditions de travail de ses conducteurs. Le syndicat appelle à des débrayages réclamant notamment à la direction de Keolis, une prime carburant de 200 €.

Un plan de restructuration en cours chez le fabricant de jouets français Smoby

Il a été annoncé par la direction aux représentants des personnels en Comité social et économique (CSE), le siège social de Smoby, situé à l'entrée de Lavans-lès-Saint-Claude (Jura) serait amené à fermer dans les mois à venir. Ses salariés, une centaine, devraient emménager (entre autres) sur le site de production d'Arinthod, à 40 minutes de route et plus d'une dizaine de licenciements seraient également prévus. L'entreprise dit être notamment confrontée à la concurrence chinoise, dont la production de jouets « s'exonère des règles de sécurité européennes ». Direction et représentants du personnel vont entamer une phase de discussion de deux mois. Le prochain CSE aura lieu le 6 novembre.
La direction de Smoby (détenue par le groupe allemand Simba Dickie) doit présenter les détails de ce plan lors du prochain CSE prévu ce vendredi 6 novembre. L'entreprise affiche une santé financière solide avec un bénéfice net d'environ 6,87 millions d'euros sur ses derniers exercices financiers publiés.

L'entreprise Aubineau constructeur placée en liquidation judiciaire : 94 salariés concernés

Le fleuron français de la carrosserie frigorifique sur mesure fondé en 1959 a cessé ses activités suite à son placement en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Niort. Les deux repreneurs s'étant manifestés n'ont pas été retenus. Le The Reefer Group spécialiste du transport frigorifique avait racheté l'entreprise située à La Petite-Boissière (Deux-Sèvres), en juillet 2024, 94 salariés seront concernés par un plan de sauvegarde de l'emploi. Un autre carrossier français est en redressement judiciaire : le groupe Lamberet. Le constructeur emploie aujourd'hui près de 1 000 salariés sur ses sites de Saint-Cyr-sur-Menthon, Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire), Sarreguemines (Moselle) et via sa filiale allemande Kerstner, spécialiste des groupes froids électriques. La direction invoque un marché national très dégradé et l'inflation persistante des aciers, composites et isolants polyuréthanes. En juin 2026, le tribunal de commerce d'Arras avait prononcé la liquidation judiciaire de Durisotti, spécialisé dans la transformation de véhicules utilitaires, entraînant 350 licenciements au sein du groupe GTE Automotive. L'indicateur de défaillances publié par le cabinet Altares pour le premier trimestre 2026 confirme la tendance avec une hausse de 6,6 % des procédures collectives dans le segment de la sous-traitance automobile.

Fermetures d'usines automobiles en France

Les salariés de Bosch à Vendôme (Loir-et-Cher) sont en grève illimitée. Ils se mobilisent massivement pour sauver les emplois et maintenir l'activité industrielle du site, spécialisé dans la production de colonnes de direction. Ils contestent également contre les repreneurs du groupe allemand Aequita et l'entreprise Acurion. La situation reste extrêmement tendue : les grévistes rappellent qu'ils défendent leur vie et les compétences d'un site historique de la filière automobile française, aujourd'hui en pleine crise sectorielle.

Pavillon français au remorquage : la CGT appelle à la grève

Les deux fédérations CGT du remorquage portuaire appellent à une grève de 24 heures le 6 novembre dans tous les ports français. Elles s'inquiètent de l'avenir du pavillon français, remis en cause par une procédure européenne, remettant en cause la protection du droit social et ses missions de souveraineté, comme la sécurité portuaire et la lutte anti-pollution. Le cabinet du ministre des Transports, interrogé par Mer et Marine, assure ; *« que la France défendra la réserve de pavillon »*. L'armateur géant français CMA CGM a récemment annoncé revoir à la baisse l'agrandissement de sa flotte sous le Registre International Français (RIF). En cause, le projet de surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises dans le budget 2027, entraînant la décision de ne pas immatriculer en France 7 des 10 porte-conteneurs géants initialement prévus pour 2027-2028. Ils n'en ont jamais assez : au deuxième trimestre 2026, le groupe CMA CGM a enregistré un chiffre d'affaires de 15,69 milliards de dollars, un EBITDA de 2,99 milliards de dollars (en hausse de 31 %) et un bénéfice net part du groupe de 770 millions de dollars, en progression de 48 % par rapport au deuxième trimestre 2025 !

Dossiers ; Économie

Le Dimanche n'est pas une rustine aux profits en berne !

Dans un communiqué[5], la fédération CGT commerce et services exprime son opposition résolue au travail dominical, tandis que le patronat prend prétexte des grèves pour le généraliser.

« Pendant que le patronat rançonne le gouvernement pour imposer le travail dominical, les salariés suffoquent sous l'inflation et la baisse de pouvoir d'achat : est-ce vraiment la solution ? Non, c'est un mensonge de plus, une rustine supplémentaire pour préserver les dividendes explosifs pendant cela les travailleurs perdent leurs derniers droits. La CGT Commerce et Services appelle tous ceux refusant cet asservissement à descendre massivement dans la rue le 5 novembre : le dimanche n'est pas à vendre, nos protections sociales non plus.

Le travail dominical semble être devenu, pour le patronat, la solution à tous les maux de ce pays. Ceci semblait être une mesure exceptionnelle il y a quelques années mais aujourd'hui c'est la règle dès que le patronat est en mal de chiffre d'affaires.

Alors que le pays est en « ébullition » de l'aveu même du président Macron, les revendications conduisent tous les pans de la société dans la rue, l'inflation explose et le pouvoir d'achat baisse drastiquement, le patronat implore le gouvernement non pas d'ouvrir le dimanche mais bien de faire travailler les salariés tous les dimanches.

Toujours prompt à courir au chevet du patronat dès qu'il contracte un rhume de baisse de rentabilité, le gouvernement s'empresse de lui prescrire un avis favorable, sans même prendre la peine de consulter les principaux concernés.

L'ouverture du dimanche ne résoudra en aucun cas la problématique de baisse de croissance, vitrines cassées ou pas. Le vrai problème réside dans un pouvoir d'achat en berne alors que les dividendes explosent. On ne peut invoquer une baisse de commande et de fréquentation concerneraient seulement la période du lundi au samedi.

Nous dénonçons également les discours alarmistes de certaines chambres patronales comme l'UMIH dans les Hôtels, Cafés, Restaurants qui, pour probablement justifier de futures suppressions d'emplois, font état d'une baisse énorme de réservations, chiffres démentis par les remontées réelles.

L'histoire se répète, à chaque évènement exceptionnel, le patronat est à l'affût pour faire tomber les dernières protections des salariés. Il existe les profiteurs de guerre et puis les profiteurs du système où tout est prétexte pour asservir les travailleurs et pomper l'argent public jusqu'à l'indigestion.

La Fédération CGT Commerce et Services reste fermement opposée à toute ouverture dominicale et ne cédera sur aucun recul social que tenterait le patronat dans nos secteurs.

Elle appelle l'ensemble des travailleurs, privés d'emploi, retraités, jeunes, étudiants à descendre massivement et à manifester dans la rue le 5 novembre. »

L'équipementier Schaeffer annonce la suppression de 3.460 emplois

Schaeffer est un équipementier automobile employant 110.000 salariés dans le monde, dont 1.500 à Haguenau en Alsace. Il a annoncé le 3 novembre la suppression de 3.460 emplois. Le groupe justifie cete décision par une concurrence accrue et le recul des véhicules thermiques. Sur les 3.460 emplois supprimés, 2.660 le seraient en Allemagne et 800 dans le reste de l'Europe. Les emplois de Haguenau, affirme-t-il, ne seraient pas touchés dans l'immédiat. À terme Schaeffer envisage une baisse de 18 % des effectifs à l'horizon 2028. Si les salariés trinquent, les actionnaires peuvent dormir tranquillement, en effet, malgré la restructuration, Klaus Rosenfeld a réaffirmé l'engagement de Schaeffler à verser un dividende[6] et s'est dit toujours confiant quant à la génération de trésorerie au quatrième trimestre.

Privatisation du réseau de bus en Île-de-France

Depuis 1er novembre la privatisation du réseau de bus est effective en Île-de-France. Cette privatisation met fin à 75 ans de service public assuré par la RATP. Cette privatisation a été rendue possible par les lois N°2009-1503 du 8 décembre 2009 et 2023-1270 du 27 décembre 2023. Ainsi, depuis le 1er novembre, 10 opérateurs desservent désormais la capitale, avec RATP Cap Rive Droite et RATP Cap Rive Gauche, ils occuperont une place prépondérante. Ces sociétés sont des filiales de droit privé, juridiquement et comptablement séparées de l'établissement public : elles n'emploient aucun agent public. En fait, 13 entreprises distinctes succèdent à la RATP sur son périmètre historique, s'ajoutant aux 36 réseaux de grande couronne déjà soumis à la concurrence. Sur les 49 réseaux franciliens, l'allemand Transdev devient l'acteur numéro 1 avec 15 réseaux, le franco-canadien Keolis le second avec 13 réseaux, le français RATP Cap numéro 3 avec 11 réseaux, le luxembourgeois Lacroix & Savac 7 réseaux et l'italien ATM est dernier un seul réseau. Le groupe RATP est le seul détenu à 100 % par des capitaux français.

De fait 20 000 agents changent d'employeur et pourraient voir leurs conditions de travail se dégrader. *« Nous avons l'expérience de ce qu'il s'est passé en grande couronne, où les lignes de bus sont progressivement passées,*

depuis 2021, aux mains du privé », indique Céline Malaisé. *« La recherche du moindre coût s'est traduite par des amplitudes horaires accrues, des services dégradés et des difficultés de recrutement. »*
Au bilan le transfert vers le privé va coûter 5 milliards aux usagers !

Le patronat et les syndicats planchent sur les économies des arrêts maladie, accidents de travail et maladies professionnelles
Les syndicats et les organisations patronales ont engagé des négociations express pour réformer la prise en charge des arrêts maladie à la demande du Gouvernement. Dans une première séance ils se sont accordés sur un calendrier de six séances de négociation s'étalant jusqu'au 14 décembre 2026, l'exécutif leur a fixé le 19 décembre 2026 comme date butoir. Celui-ci demande aux partenaires sociaux de dégager 1 milliard d'euros d'économies en année pleine, soit la moitié des coupes prévues sur les arrêts de travail pour le budget 2027. Le 2 décembre devrait se tenir une autre session: celle portant sur l'indemnisation. Jean-Pierre Farandou invite à réviser l'ensemble du système : « Le cahier des charges que je leur propose, c'est de moins protéger les arrêts courts, pour qu'il y [en] ait moins. Il faut l'assumer » résume le ministre du travail. Puis le 14 décembre, devrait aboutir à une nouvelle baisse du plafond d'Indemnité Journalière (IJ), le gouvernement veut un autre milliard d'euros d'économies sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Soit au total 2 milliards souhaités par le gouvernement aux partenaires sociaux d'aller les chercher ! Mano à mano avec nos ennemis de classe afin de faire les poches des malades et accidentés du travail. Une façon de rentabiliser le Fonds pour le financement du dialogue social financé principalement par une contribution patronale obligatoire fixée à 0,016 % de la masse salariale (recueillie via l'Urssaf) et par une subvention de l'État atteignant 154,6 M€ au total sur l'exercice 2025 !

Le profit record de Total
Total a largement bénéficié de la crise au Moyen Orient et annonce un profit record de plusieurs milliards de dollars (le double de l'année précédente). Alors que l'Assemblée Nationale est en pleine discussion sur le budget, le gouvernement a rejeté tous les amendements proposant une taxe exceptionnelle sur les profits pétroliers au prétexte que Total a accepté de plafonner les prix à la pompe. Le PDG de Total a, quant à lui, expliqué à ses actionnaires que le plafonnement des prix était bien plus avantageux que de prendre le risque de voir voter une taxe sur les profits.

International ; Solidarité internationaliste

Grèce : après la grève massive des dockers, une grève générale en préparation
En Grèce, les syndicats du secteur privé comme du secteur public s'apprêtent à intensifier leur lutte de manière décisive par de nouvelles grèves, portés par l'élan donné par la grève internationale massive des dockers du vendredi 30 octobre. Ils se préparent à une grande grève générale nationale le 25 novembre sous le slogan «Nous ne travaillons pas pour la guerre». Vendredi 30 octobre après-midi, la vague internationale de grèves battait encore son plein et avait atteint les ports des Amériques, malgré cela les syndicats affiliés au Centre Syndical d'Athènes — il regroupe des centaines de syndicats représentant des centaines de milliers de travailleurs — ont tenu une réunion importante.
Le 30 octobre a démontré à quel point les travailleurs peuvent être puissants lorsqu'ils s'organisent et coordonnent leur lutte, peuvent faire obstacle aux projets de guerre, ouvrant la voie au renversement de la politique du profit et de l'exploitation. Dans 113 ports répartis dans 22 pays et sur cinq continents, la classe ouvrière a lancé un message résonnant d'un bout à l'autre du globe: *«Nous ne travaillons pas pour la guerre!»*
En Grèce, les grévistes ont pris position dès l'aube: aux portes du port, sur les rampes d'embarquement et dans les usines. Le Pirée, plus grand port du pays et sixième d'Europe, était au cœur de cette journée historique. Les dockers ont formé des piquets de grève sur les quais de COSCO et les marins ont fait de même sur les rampes d'embarquement. Les travailleurs ont également fait grève dans d'autres ports, notamment à Rafina, Lavrio, Patras, Igoumenitsa, Elefsina, Rio-Antirrio et Thessalonique.
Comme l'a souligné le Front Militant de Tous les Travailleurs (PAME): «Le 30 octobre a marqué l'histoire du mouvement ouvrier international! Il démontre la puissance dont disposent les travailleurs lorsqu'ils s'organisent, prennent des décisions collectives et coordonnent leurs actions par-delà les frontières.
La résonance internationale des événements d'aujourd'hui montre jusqu'où peut aller une lutte fondée sur des intérêts communs et la lutte organisée de la classe ouvrière.
Le capital, les gouvernements et les alliances impérialistes ont été témoins de ce qu'ils redoutent véritablement: la puissance d'un peuple organisé, capable de s'opposer aux politiques de guerre et d'exploitation.»
Immédiatement après la grève internationale en Grèce, les syndicats organisent des réunions, des assemblées générales, des campagnes d'information et élaborent leurs plans de grève, les travailleurs ne paieront pas le prix

de l'implication militaire du pays pour les profits des monopoles, affirment-ils clairement. Ils n'accepteront aucun sacrifice ni aucun impact négatif sur leur propre vie ou celle de leurs familles.
C'est pourquoi l'accent est mis sur des revendications de hausses salariales substantielles, telles des hausses salariales substantielles, des conventions collectives garantissant les droits des travailleurs, une journée de travail de 7 heures, une semaine de travail de 5 jours, puis des mesures de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Pour une protection effective des revenus face à la hausse des prix et à la précarité énergétique, face aux mensonges du gouvernement et à son soutien multiforme aux groupes monopolistiques. Aucune implication dans la guerre impérialiste; les travailleurs ne doivent pas en payer le prix — «Aucun sacrifice pour leurs profits et leurs guerres» — tel est le slogan unissant les syndicats et prenant forme sur chaque lieu de travail alors qu'ils affrontent les employeurs.

Le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne et la collision mortelle de deux trains à Los Yébenes

Le Parti communiste des travailleurs d'Espagne (PCTE) a exprimé sa tristesse à la suite de la collision mortelle entre deux trains survenue à Los Yébenes, dans la province de Tolède, le mercredi 28 octobre. Selon un communiqué du parti, cet accident a fait 64 victimes et environ 100 blessés. Dans une déclaration publiée mercredi, le PCTE a présenté ses condoléances aux familles des victimes et a exprimé sa solidarité envers les blessés, les travailleurs du secteur ferroviaire, les équipes de secours ainsi que les habitants ayant pris part aux opérations de sauvetage. Le parti a vivement critiqué la réaction initiale du gouvernement, notamment l'évocation d'une éventuelle erreur humaine comme cause du drame, jugeant de telles conclusions prématurées puisque les circonstances exactes restent encore inconnues. Selon le PCTE, imputer la collision principalement à un employé risque de masquer des responsabilités politiques et patronales plus larges. Même si une erreur humaine venait à être confirmée, souligne le parti, les enquêteurs doivent déterminer pourquoi les mécanismes de sécurité ferroviaire n'ont pas permis d'éviter une telle catastrophe. Les communistes réclament une enquête approfondie sur les conditions techniques et de travail — incluant les effectifs, les horaires, la charge de travail et les temps de repos — puis sur les conséquences de l'externalisation et de la privatisation des systèmes de sécurité ferroviaire et de leur maintenance. Le PCTE a également pointé du doigt la restructuration du réseau ferroviaire espagnol, en particulier la séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'exploitation des trains, opérée en 2004. Cette mesure s'inscrit dans un processus plus vaste de marchandisation ayant conduit à subordonner les services publics aux intérêts économiques privés. Réaffirmant son exigence d'un système ferroviaire entièrement public et placé sous le contrôle des travailleurs, le parti a appelé les cheminots à s'organiser sur leurs lieux de travail et à se préparer aux mobilisations à venir, à compter du 11 novembre. Le PCTE a conclu en insistant sur la nécessité d'établir les responsabilités politiques et patronales, avertissant que la privatisation et les réductions budgétaires se font au détriment de la sécurité des travailleurs du rail et des passagers.

Californie : grève d'employés du secteur public



Des milliers d'employés du secteur public en Californie ont débrayé le 21 octobre lors d'une grève d'une journée contre l'administration du gouverneur Gavin Newsom. Cette grève, la première en 44 ans d'existence du syndicat SEIU Local 1000[7], a notamment touché Sacramento, Los Angeles et San Francisco. Le syndicat représente environ 100 000 employés de l'administration, du secteur de la santé et d'autres services publics de l'État. Le conflit s'est intensifié depuis l'expiration de la précédente convention collective le 30 juin. Le SEIU Local 1000 revendique des augmentations de salaire d'environ 20 % sur trois ans, un meilleur financement de l'assurance maladie des employés et le maintien des possibilités de télétravail. Lors du vote sur la grève, 96 % des membres participants ont voté en faveur du mouvement. L'autorité californienne du marché du travail avait précédemment validé les accusations du syndicat selon lesquelles l'administration n'avait pas négocié de bonne foi. Environ 5 000 travailleurs essentiels ont été exemptés de la grève. Un conflit majeur concerne la décision de l'administration d'imposer une présence au bureau au moins quatre jours par semaine. Pour de nombreux

employés, cela se traduit par une augmentation des frais de transport, de garde d'enfants et autres dépenses nécessaires. Plusieurs travailleurs ont également témoigné de longs trajets domicile-travail vers des bureaux où le travail est encore largement effectué à distance. Parallèlement, les employés de l'État ont accepté des réductions de salaire ou d'autres concessions lors de plusieurs crises budgétaires précédentes. Selon CalMatters, de telles réductions de salaire ont été mises en œuvre pendant trois des huit années de mandat de Gavin Newsom. Ce conflit illustre comment les coûts du fonctionnement des services publics peuvent être répercutés sur les travailleurs sans aucune réduction de salaire formelle. Lorsque les employeurs exigent une présence physique indépendamment des besoins réels du travail, les coûts liés à la mise en place et au renouvellement de la main-d'œuvre augmentent. Les travailleurs eux-mêmes doivent supporter des coûts plus élevés en matière de transport, de garde d'enfants et de temps perdu dans les déplacements, tandis que leur salaire nominal peut rester inchangé. La véritable rémunération du travail doit donc être comprise au regard des dépenses et du temps nécessaires à son exécution. L'employeur soit l'État, en l'occurrence, cela ne modifie pas les conditions fondamentales du travail salarié. Les fonctionnaires produisent et assurent les services sociaux dont dépendent la population et l'économie privée. Pourtant, leur salaire et leurs conditions de travail sont simultanément comptabilisés comme des charges dans le budget de l'État. En période de restrictions budgétaires, l'État peut agir comme un employeur privé en limitant les augmentations de salaire, en réduisant les dépenses de personnel et en renforçant le contrôle sur le processus de travail. La grève a notamment perturbé les services publics et le fonctionnement des parcs nationaux. Elle a également mis en lumière l'importance des tâches administratives et techniques, souvent méconnues, pour le bon fonctionnement des institutions. La grève n'a pas abouti immédiatement à une nouvelle convention collective et la médiation s'est poursuivie le 30 octobre. La capacité du syndicat à influencer les négociations repose sur l'organisation de ses membres et leur aptitude à interrompre collectivement le travail indispensable à l'administration publique.

Malaisie : grève des papetiers de la BERT

Le 28 octobre, environ 80 membres et sympathisants syndiqués ont manifesté devant l'usine de papier Best Eternity Recycling Technology (BERT) à Banting, en Malaisie. Les travailleurs réclament une convention collective après neuf cycles de négociations infructueux. Le Syndicat des employés de la fabrication de papier et de produits en papier (PPPMEU) a obtenu le soutien majoritaire des travailleurs lors d'un vote à bulletin secret, autorisant une mise en œuvre dès juillet 2025. En janvier dernier, le syndicat a soumis sa proposition de convention à l'entreprise. Parmi les revendications figurent des augmentations de salaires, des indemnités, des primes et des modalités claires d'application des améliorations. BERT est une filiale de Lee & Man Paper Manufacturing[8], entreprise basée à Hong Kong et l'un des plus grands producteurs de papier au monde.

Message de Mumia à la jeunesse en lutte

Le collectif français : « libérons Mumia » organise régulièrement l'action pour la libération du plus vieux prisonnier politique du monde incarcéré dans les géoles de l'impérialisme US, il publie l'adresse de soutien de Mumia à la jeunesse française en lutte.

« *Mes chers frères et sœurs de Paris et de toute la France, en particulier les jeunes, les étudiants : ce que vous faites est remarquable et merveilleux, et cela me rappelle, dans les meilleurs moments, que lorsque les Français se rebellent, ils renouent avec leurs ancêtres révolutionnaires. Il y a une différence entre les Français et les Américains. Les Américains aiment garder leur révolution dans les musées, sous verre, intouchable dans de vastes salles froides, loin du peuple, mais les Français gardent leurs convictions révolutionnaires et leurs ancêtres dans leur cœur, dans leurs paroles, dans leur esprit et dans leurs actes ; et les jeunes, les jeunes d'aujourd'hui, me rappellent les jeunes de 1968, et c'est merveilleux. Je vous aime tous. Avec amour, sans peur* ».

Bangladesh : face à la colère des ouvriers du textile

Le Bangladesh met en place dimanche un comité chargé de renégocier le salaire minimum des ouvriers du textile, dans le but d'apaiser le mouvement de contestation perturbant d'importantes zones industrielles autour de Dacca. Des milliers de travailleurs ont cependant continué de manifester dimanche autour des centres industriels de la capitale de ce pays d'Asie du Sud. Deuxième exportateur mondial de vêtements, ce secteur constitue la colonne vertébrale de l'économie bangladaise, employant des millions de travailleurs et générant l'essentiel des recettes du pays en devises. Des milliers de travailleurs ont manifesté et paralysé plus de 600 usines à travers le pays. Le gouvernement du Bangladesh a cédé aux revendications et acté une hausse de leur salaire minimum.

1 https://worldcoalition.org/fr/membre/collectif-francais-liberons-mumia/

2https://www.cgtservicespublics.fr/les-luttes/actualite-des-luttes-2026/defense-des-services-publics/article/75-syndicat-cgt-sscaat-ville-de-paris-greve-des-ateliers-du-service-de-l?utm_source=chatgpt.com

3 https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/10/CP-VELOGY-26-10-26_final.pdf
4 https://randstad.syndicatcgt.fr/2026/10/12/projet-integral-randstad-2027-quels-droits-pour-les-interimaires/
5https://commercecgt.fr/collections/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/le-dimanche-nest-pas-une-rustine-aux-profits-en-berne
6https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/schaeffler-va-supprimer-des-emplois-et-fermer-cinq-sites-en-europe-alors-que-la-morosite-sa-aggrav-ce785fd9de8af42c
7 https://www.seiu1000.org/
8 https://en.wikipedia.org/wiki/Lee_%26_Man_Paper ; BERT est une entreprise privée chinoise

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.
Souscrivez et faites souscrire autour de vous
Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement